DOCUMENTS - DOKUMENTEN - DOCUMENTS

LA CINQUANTE ET UNIEME SESSION
DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

(Bruxelles 3-12 septembre 1963)

Notre capitale a eu la fierté d'accueillir à nouveau — la septième fois depuis sa création en 1873 à Gand — l'Institut de droit international.

Soixante-six Membres et Associés, provenant de vingt-sept nations différentes, prirent part aux travaux de la session. Aux fins de celle-ci, le bureau de l'Institut était composé de la manière suivante : M. Charles De Visscher (président d'honneur), M. Henri Rolin (président), MM. Morelli, Waldock et Kaekenbeeck (respectivement 1^{er}, 2^e et 3^e vice-présidents). A la suite du décès du secrétaire général, le regretté Hans Wehberg, l'Institut appela à cette lourde charge M^{me} Suzanne Bastid. M. Guggenheim, qui avait bien voulu assurer l'intérim du secrétaire général défunt, demeure trésorier de l'Institut.

Le 3 septembre 1963, les élections statutaires eurent lieu dans la grande salle du Palais de la Dynastie où devaient se dérouler ensuite les séances de travail de l'Institut.

Furent promus au rang de Membres titulaires : MM. Briggs, Cavaré, Jenks, Offerhaus, Ross et Ruegger.

Furent élus Associés MM. Bartos (Yougoslavie), Cheatham (Etats-Unis), Erim (Turquie), Forster (Sénégal), Kahn-Freund (Royaume-Uni), Lachs (Pologne), Miaja de la Muela (Espagne), M'Banefo (Nigeria), Munch (Allemagne), Reuter (France), Röling (Pays-Bas), Rosenne (Israël) et Sereni (Italie).

La séance solennelle d'ouverture s'est tenue, le 3 septembre 1963 après-midi, au Palais des Congrès de Bruxelles, sous la présidence de M. Henri Rolin.

Cette séance était rehaussée par la présence de nombreux représentants du Corps diplomatique accrédités auprès de Sa Majesté le Roi des Belges, de la magistrature dont le premier Président de la Cour de cassation, des professeurs

des Facultés de droit des diverses Universités belges; ceux des Universités de Bruxelles et de Louvain étaient conduits par leurs doyens respectifs.

Le Barreau de Bruxelles avait délégué des représentants du Conseil de l'Ordre, le président du Jeune Barreau et celui du Vlaams Pleitgenootschap. Rehausaient également cette séance de leur présence un des Commissaires de la Communauté Européenne de l'Energie atomique, le délégué en Belgique du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, le Président du Conseil consultatif de la Coopération au développement, et diverses personnalités dont le Président de la Ligue belge des Droits de l'Homme.

Priront successivement la parole à cette séance : M. Pierre Vermeyley, ministre de la Justice, M. Henri Rolin, président de l'Institut, et M. Paul Guggenheim, secrétaire général *ad interim*.

Quatre rapports furent discutés en séances plénières. Pour deux d'entre eux, l'Institut a adopté à l'unanimité des résolutions détaillées. Il s'agit tout d'abord d'une résolution sur le régime juridique de l'espace, sur rapport de M. C.W. Jenks¹. De même, sur rapport de M. A. Makarov, l'Institut a adopté une résolution sur les conflits de lois en matière de droit aérien.

Le rapport de M. Giraud, concernant la modification et la terminaison des traités collectifs a également été examiné à la lueur du projet concomitant de la Commission du droit international des Nations Unies. L'Institut a prié la Commission de continuer à suivre l'évolution de la question et de présenter éventuellement un rapport complémentaire.

Le rapport de M. François sur l'égalité d'application des règles du droit de la guerre aux parties à un conflit armé a fait l'objet d'une discussion générale à l'issue de laquelle l'Institut, tout en dégageant les deux principes fondamentaux de la matière, a prié la Commission de poursuivre l'étude du problème en vue de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions l'inégalité dans l'application des règles du droit de la guerre lorsqu'il y a eu agression au sens de l'Organisation des Nations Unies devrait être acceptée.

Les résolutions de l'Institut relatives au droit international public (I, II et IV) sont reproduites ci-dessous.

De nombreuses autres commissions se sont en outre réunies à la veille ou au cours de la session.

- Les effets internationaux des nationalisations (rapporteur : M. Paul de la Pradelle);
- Les conditions juridiques des investissements de capitaux dans les pays en voie de développement et les accords y relatifs, rapporteur : M. Wortley);
- Les sociétés anonymes en droit international privé (rapporteur : M. Van Hecke);

¹ On lira plus haut dans le présent numéro de la *Revue*, l'article que M. le professeur CHAUMONT y a consacré.

- Le contrat de commission de transport en droit international privé (rapporteur : M. Babinski) et, enfin,
- La succession testamentaire en droit international privé (rapporteur : M. Monaco).

Sur un tout autre plan, l'Institut revisita à Gand, l'Hôtel de Ville qui le vit naître en 1873 ainsi que le Château des Comtes et admira la cavalcade de Hanswijck à Malines. Tour à tour, les Collèges des Bourgmestres et Echevins de Malines, Gand et Bruxelles accueillirent l'Institut dans leurs fastueux Hôtels de Ville. De même, le Recteur Magnifique de l'Université de Louvain fit visiter à l'auguste compagnie le Château d'Arenberg alors que le Président du Conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles lui ouvrait la délicieuse résidence de Lembeek.

Avant de se séparer pour deux nouvelles années, l'Institut appela à la présidence M. Bohdan Winiarski et à la première vice-présidence M. Abdel Hamid Badawi.

C'est en Pologne qu'en septembre 1965 l'Institut se réunira à nouveau pour sa cinquante-deuxième session.

Jean J.A. Salmon

I. MODIFICATION ET TERMINAISON DES TRAITES COLLECTIFS

(Onzième Commission)

L'Institut de Droit international,

Ayant pris connaissance des propositions formulées par la Commission du Droit international et communiquées aux gouvernements relativement à la terminaison des traités;

Prie la onzième Commission de suivre l'évolution de cette question et de présenter, si elle l'estime opportun, un rapport complémentaire.

(10 septembre 1963)

II. LE REGIME JURIDIQUE DE L'ESPACE *

(Deuxième Commission)

L'Institut de Droit international,

Constatant que le régime juridique de toute exploration et utilisation de l'espace ainsi que des corps célestes doit s'inspirer d'un esprit d'universalité;

Reconnaissant qu'il est de l'intérêt de l'humanité que l'espace soit consacré exclusivement à des fins pacifiques conformément à la Charte des Nations Unies;

Notant les Résolutions sur la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace, adoptées à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies les 20 décembre 1961 et 14 décembre 1962, et le Traité interdisant les expériences d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace et sous les eaux, signé à Moscou le 6 août 1963;

* Cette Résolution a été adoptée à l'unanimité.

Considérant l'urgence d'une réglementation internationale de la matière en raison de la rapidité des progrès de la science et de la technique;

Reconnaît la valeur des principes ci-après et souhaite leur incorporation dans un traité ou une déclaration généralement acceptés concernant le régime juridique de l'espace :

1. L'espace ainsi que les corps célestes ne peuvent faire l'objet d'aucune appropriation. Ils peuvent être librement explorés et utilisés par tous les Etats à des fins exclusivement pacifiques conformément aux dispositions suivantes.

2. Aucun objet spatial ne doit être lancé si ce n'est sous l'autorité d'un Etat. Chaque Etat est tenu de garantir que l'utilisation de tout objet spatial lancé sous son autorité sera conforme aux règles internationales applicables.

3. Tout lancement d'un objet spatial devra être enregistré sans délai, et avec les précisions à convenir, auprès des Nations Unies ou d'un organisme spécial à créer, par l'Etat sous l'autorité duquel il a été effectué.

4. Tout objet spatial devra porter des signes d'identification de son origine et utiliser des signaux d'appel permettant de déterminer l'Etat sous l'autorité duquel le lancement a été effectué.

5. Tout objet spatial, lancé dans les conditions ci-dessus énumérées, reste soumis à la juridiction de l'Etat sous l'autorité duquel il a été lancé.

6. L'Etat établissant une installation spatiale est tenu d'y assurer l'ordre et la sécurité.

Sous réserve de tout accord international ultérieur, les personnes utilisant l'installation et les faits qui s'y produisent relèvent de la juridiction de l'Etat ayant établi l'installation.

7. Tous les Etats sont tenus d'assurer que les télécommunications spatiales sont conformes aux règlements de l'Union internationale des télécommunications.

8. Les Etats devront prendre des mesures appropriées pour :

- a) l'assistance mutuelle entre astronautes;
- b) la coopération mutuelle entre Etats en faveur des astronautes ayant besoin d'assistance;
- c) le rapatriement rapide des astronautes après tout atterrissage d'urgence ou sauvetage.

9. Des mesures appropriées devraient être prévues dans un accord international en vue de la restitution à l'Etat, sous l'autorité duquel le lancement a été effectué, d'objets spatiaux dont le lancement a été officiellement annoncé, qui portent les signes d'identification de leur origine, et qui, à leur retour sur la terre, tombent en possession d'un autre Etat.

10. L'Etat sous l'autorité duquel le lancement est effectué, doit s'assurer que tout objet spatial soit muni, dans la mesure où cela est pratiquement possible, d'un dispositif adéquat permettant à l'auteur du lancement de le récupérer au moment où prend fin son existence utile ou, si cela n'est pas réalisable, tout au moins de réduire au silence les transmissions par radio qui en proviennent et d'éliminer ses autres effets.

11. L'Etat sous l'autorité duquel le lancement est effectué, devra s'assurer que soient prises les précautions appropriées contre la contamination biologique, radiologique ou chimique de l'espace ou des corps célestes, ou en provenant. Une coopération internationale dans ce domaine devrait être organisée.

12. Les expériences scientifiques et techniques touchant à l'espace, qui pourraient comporter le risque d'une modification de la terre ou des corps célestes, de leur milieu ambiant ou de l'espace, d'une façon susceptible d'être préjudiciable à des recherches ou expériences scientifiques futures, aux conditions de vie humaine ou aux intérêts d'un autre Etat, affectent nécessairement et directement les intérêts de la communauté internationale tout entière. En vue de conjurer ce risque, les dispositions de la présente Résolution devraient être complétées par des arrangements internationaux appropriés.

13. L'Etat sous l'autorité duquel le lancement d'un objet spatial a été effectué est responsable des dommages en résultant, même en dehors de toute faute. Des modalités d'application

de ce principe pourraient être déterminées par convention spéciale. Toute limitation éventuelle du montant de la réparation due devrait également être prévue de cette manière.

14. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux paragraphes précédents, les Etats sont liés par le droit international général, y compris les principes de la Charte des Nations Unies.

15. Les principes contenus dans la présente Résolution s'appliquent aux activités spatiales entreprises par des Etats agissant individuellement ou collectivement, ou par des organisations internationales.

Ce qui est dit des Etats aux paragraphes précédents s'applique également aux organisations internationales, étant entendu que les Etats Membres d'une organisation internationale demeurent responsables pour les activités spatiales entreprises par l'organisation.

(11 septembre 1963)

IV. L'EGALITE D'APPLICATION DES REGLES DU DROIT DE LA GUERRE AUX PARTIES A UN CONFLIT ARME

(Quatrième Commission)

L'Institut de Droit international,

Estimant, d'une part, que les obligations ayant pour but de restreindre les horreurs de la guerre et imposées aux belligérants pour des motifs humanitaires par les Conventions en vigueur, par les principes généraux du droit et par les règles du droit coutumier, sont toujours en vigueur pour les parties dans toutes catégories de conflits armés et s'étendent également aux actions entreprises par les Nations Unies;

D'avis, d'autre part, que, sous cette réserve, il ne peut y avoir complète égalité dans l'application des règles du droit de la guerre lorsque l'organe compétent des Nations Unies a constaté qu'un des belligérants a recouru à la force armée en violation des règles du droit des gens consacrées par la Charte des Nations Unies;

Invite la quatrième Commission à poursuivre l'étude de la question de savoir dans quelle mesure et sous quelles conditions cette inégalité devrait être acceptée.

(11 septembre 1963)